

Mémoire BAPE GNL 2020

Les motivations imaginaires de l'exploitation

Kevin Lambert, écrivain

Le Bureau d'audience publique en environnement (BAPE) n'était pas ouvert depuis trois jours que le gouvernement Legault se disait favorable au projet GNL Québec à Grande-Anse, sur le Saguenay, et déclarait en chambre : « tout le monde est d'avis que ça peut apporter énormément pour l'économie des régions ». Tout le monde ?

Le projet ? De la grosse argent amaricaine (menée par un magnat du charbon climatosceptique et pro-Trump, Jim Breyer) qui rêve de tirer un pipeline de l'Alberta aux berges du Saguenay, où construire une usine de liquéfaction et un port en eaux profonde pour l'exportation de gaz naturel, un produit polluant dont la transformation et le transport seulement (sans compter sa consommation) produiraient entre 7,5 et 8,5 millions de tonnes de gaz à effets de serre par an, selon les différentes estimations (*Le Devoir*, 23/09/20). Des émissions qui « annuler[aient] en une seule année tous les efforts de réduction [...] du Québec depuis 1990 » (*La presse*, 23/09/2020). Comme si ce n'était pas suffisant, entre trois cents et quatre cents méthaniers transiteraient sur la rivière annuellement, agrémentant les paysages du fjord de leur charmante présence qui ne risque absolument pas, affirment les porte-parole de la compagnie, de nuire aux populations de bélugas, une espèce en danger dont les fonds sableux de la rivière servent de pouponnière et de havre. Sur l'autre rive, la compagnie Ariane Phosphate rêve déjà de construire son propre terminal maritime, auquel s'ajoutera peut-être l'usine Métaux BlackRock, elle aussi à Grande-Anse ; deux compagnies qui transporteront leur marchandise par bateau, mettant fin au « seul refuge acoustique protégé dont [le béluga du Saint-Laurent] dispose encore », comme le rappelle une lettre signée par plus de 150 scientifiques (*Le Devoir*, 3/06/2019).

Les développements de cette affaire ont de quoi faire rager. On nomme à titre de président de la commission du BAPE Denis Bergeron, un ancien consultant de l'industrie gazière. On annonce que le pipeline qui amènera la matière première de l'Alberta ne fera pas partie des analyses environnementales, puisqu'il s'agirait d'une section « indépendante ». On remarque l'absence inexplicable des ministères des Pêches et Océans et de l'Énergie et des Ressources naturelles lors de la première semaine d'information, ce qui laisse à la compagnie la tâche de répondre aux questions des citoyens (*Le Devoir*, 26/09/2020). Énergie Saguenay se paye de la propagande dans tous les médias régionaux depuis cinq ans, des publicités qui s'acharnent à déplacer le débat : il est n'est dangereux, nous dit-on dans une mise en scène qui rappelle à la fois le tour de magie et les expériences scientifiques façon *Débrouillards*, de boire du gaz naturel : on le fait sous nos yeux ! La bataille de GNL se situe, les fomenteurs d'opinion publique le savent, sur le terrain du langage : ils répètent leurs menteries jusqu'à ce qu'elles deviennent à peu près vraies, et parviennent à faire passer – tadam ! – la production de gaz pour un geste écologique. « Un des projets les plus verts au monde », affirme-t-on dans une vidéo promotionnelle. Cette stratégie fonctionne avec notre premier ministre qui adhère au discours de la compagnie et défend une usine qui, disait-il le 4 février 2020 en paraphrasant les

communiqués de presse de GNL, « va aider la planète ». Il faut dire qu'avec ses trente-cinq lobbyistes enregistrés pour la promotion du gaz naturel liquéfié, l'industrie sait se faire entendre par nos suzerains (*La Presse*, 12/02/2020).

Sur le site web d'Énergie Saguenay, on trouve une page « Notre équipe ». La stratégie qu'on y devine ne date pas d'hier : comme au temps de *Menaud maître-draveur* (1937), pour préparer le terrain et masquer la provenance de ses deniers, la compagnie engage des gens « de la place », des membres de « la communauté » pour défendre le projet, marionnettes maladroitement animées par quelques trusts financiers afin de mener leur campagne de charme, tâche à laquelle ils et elles se dévouent avec le bon cœur du colon heureux d'exploiter le colonisé pour recevoir une caresse des belles mains propres qui sentent bon le savon cher du maître. Félix-Antoine Savard dans *Menaud maître-draveur* décrivait déjà ce genre de stratégie : les « étrangers qui veulent tout avoir » - les Anglais - embauchent un homme du village, le Délié, en lui faisant miroiter des « gages » et la « garde » de la montagne. « Un de ces traîtres, un de ces vendus qui livrent, pour de l'argent, la montagne et les chemins à l'étranger », dira Menaud. Il est frappant de noter l'absence totale des exploiters dans le roman de Savard : on ne les voit jamais, pas plus qu'on ne voit les milliardaires anonymes s'asseoir sur les chaises pliantes du Montagnais de Chicoutimi, où se tient le BAPE. C'est précisément la présence invisible, menaçante, diffuse du capital et de sa domination qui finira par rendre fou le pauvre Menaud.

Si grande soit ma colère, je ne peux pourtant nier qu'une partie de la population régionale soit charmée à l'idée. Pourtant, à lire et à entendre les propos émotifs des défenseurs, j'ai le sentiment que les jobs – dans un contexte de plein-emploi et de bas taux de chômage – ou les retombées économiques promises (mises en doute par quarante économistes, *Radio-Canada* 15/09/2020), ne sont pas les seuls arguments qui motivent celles et ceux qui souhaitent voir ce projet se réaliser. Des raisons moins rationnelles, plus profondes, plus archaïques, relevant de l'imaginaire régional fondent aussi, en soubassement, ce désir romantique et quasi-masochiste d'exploitation.

Il faut savoir que le Saguenay a le sens du drame. Samuel Archibald, dans une chronique à l'émission *On dira ce qu'on voudra*, parlait d'un bien nommé « catastrophisme de chambre de commerce » propre au discours régional. L'arrière-plan de ce récit décliniste est le suivant : le Saguenay-Lac-Saint-Jean va mal, nos jeunes quittent la région, on manque d'emplois. Dans un commentaire sur Facebook, un homme craignait que Chicoutimi ne ressemblât bientôt à Val-Jalbert. Sans jamais remettre en question l'indéniable dépendance des régions québécoises aux multinationales, sans non plus s'ancrer véritablement dans la situation actuelle (les données démographiques et socioéconomiques sont loin d'être catastrophiques), on dirait qu'il faut toujours, au Saguenay, partir de cette certitude que *toute va mal*, que nous sommes assailli.e.s, que des désastres nous attendent (l'ex-maire Jean Tremblay n'animait-il pas une émission sur les catastrophe naturelles ?), dans une sorte de déluge permanent, faisant sans cesse retour à l'horizon sous la forme d'une menace diffuse et imprécise.

Cette peur n'a rien pour encourager l'établissement de rapports de force avec les gouvernements et les extracteurs de ressources. La solution que commande cette fatalité est

drastique : nous aurions besoin d'une intervention extérieure, une force divine, un *deus ex machina*, pourquoi pas de généreux actionnaires qui viendraient nous sauver de notre marasme et faire ruisseler leurs belles bourses sur nos centre-d'achats. Ce genre de dilemme n'est pas récent dans la mémoire régionale, marquée par un irréprouvable attachement pour les grandes industries relevant presque du syndrome de Stockholm : on se rappelle avec nostalgie les compagnies forestières du XIX^e siècle, l'Alcan du XX^e, qui auraient beaucoup fait pour nous. Le marketing pro-GNL table d'ailleurs sur ce parallèle, en se présentant comme une sorte de « deuxième Alcan », posé comme l'âge d'or de la région, son enfance idéalisée. Le mythe d'une classe ouvrière devenue riche en raison des grands capitaux étrangers est encore tenace. Il occulte les luttes ouvrières sanguinaires, les batailles menées pour de (maigres) compensations et des salaires décentes, les impacts ravageurs de la colonisation et les secteurs alternatifs, moins nocifs, qui auraient pu et peuvent toujours être investis. Comme toute nostalgie, elle a tendance à effacer le pire de l'histoire coloniale de cette « région-ressource » : dès 1850, on constate des pénuries de pin blanc en raison de coupes forestières trop intensives ; entre 1843 et 1851, les Innus dont on vole les terres signent de nombreuses pétitions pour avertir le gouvernement de l'action néfaste de l'industrie sur leur mode de vie ; Serge Bouchard et Marie-Christine Lévesque racontent, dans *Le peuple rieur* (2017), que les grands capitalistes participent activement à la sédentarisation forcée des Premiers Peuples du Nitassinan, perçus comme un frein à l'exploitation des forêts ; Price et Macleod payent leurs employés en pitons, une devise alternative qui n'a de valeur que dans leurs propres commerces et qui permet de tenir leurs employés en étau jusqu'en 1888 ; en 1926, la *Duke Price* érige les barrages de l'Ilse-Maligne et inonde les terres de 940 cultivateurs qui ne sont jamais dédommagés malgré la contestation populaire ; en 1928, les possédants refusent d'ouvrir les vannes après un mois pluvieux, ce qui provoque de nouvelles inondations. Encore à ce jour, Rio Tinto joue tous les ans avec le niveau d'eau du lac Saint-Jean, l'ajuste selon ses obscurs besoins en électricité (dont les surplus sont vendus à l'Hydro au prix fixé par la compagnie australienne), érodant les berges et faisant rager les riverains. L'attachement imaginaire et affectif que nous avons envers la domination et l'exploitation est, à la longue, démoralisante. Depuis les origines du peuplement blanc, il semblerait que nous exploitons à rabais des terres dérobées au profit de nantis européens, canadiens ou américains. Cette structure nous permet de déléguer, sur le plan psychique, la responsabilité de la destruction à autrui : nous n'avons pas pris ces décisions, nous ne sommes que de simples exécutants d'une volonté qui nous dépasse.

Je ne cacherai pas que je suis fortement attaché au Saguenay. Originaire de Chicoutimi, j'ai travaillé cinq ans sur les plages de l'Anse Saint-Étienne où on observait chaque été les bélugas du mois d'août. J'ai arpenté tous les sentiers pédestres qui longent les côtes montagneuses et offrent des vues en plongée sur les eaux noires et glacées de la rivière. Au moment d'écrire ces phrases, j'avoue avoir beaucoup de mal à garder quelque chose comme « la tête froide », à former des idées claires, la rage me défait la langue. Moi qui me considère (peut-être hypocritement) comme une personne nuancée, empathique et non-violente, les malversations et les manipulations auxquelles s'adonnent ces « bourgeois plein de marde d'aujourd'hui déguisés en bourgeois plein de marde d'autrefois » (Falardeau), font surgir en

moi des pensées macabres. Je marmonne tout seul et les couvre de malédictions. J'espère secrètement que les big boss et leurs mercenaires idéologiques vivront malheureux, rongés par la culpabilité, que leurs enfants les renieront, qu'ils ne recevront pas ce qu'ils ont demandé pour Noël, ou qu'on refusera de les servir dans les restaurants. J'espère que les scientifiques seront entendus et que le projet de GNL sera contrecarré par le soulèvement populaire, la haine de l'extractivisme, la fatigue des modes impérialistes et colonialistes d'exploitation.

Mais je sais aussi qu'à force de s'agenouiller très fort devant le Capital, on ne finit jamais par ébranler les pattes de son trône, aussitôt réparées avec l'argent des contribuables si elles fendillent un peu ; au contact du marbre froid, on ne fait rien de plus que se blesser les genoux. Et on peine à avancer.